

Arrangement sur la coopération
entre
la Commission Centrale pour la Navigation du Rhin
et
le Ministère des transports de la République tchèque
concernant les certificats de conduite et les certificats d'aptitude
à la conduite au radar

La Commission Centrale pour la Navigation du Rhin (ci-après « CCNR ») et le Ministère des transports de la République tchèque,

Soucieux de simplifier les obligations des professionnels et de faciliter la libre circulation des équipages,

S'inscrivant ce faisant dans la volonté d' « accélérer la coopération paneuropéenne en vue d'une libéralisation et d'un renforcement du transport fluvial », exprimée lors des Conférences Paneuropéennes de Rotterdam (2001) et de Bucarest (2006),

Constatant que la reconnaissance mutuelle des certificats de conduite et des certificats d'aptitude à la conduite au radar doit s'accompagner de mécanismes de coopération administrative entre les autorités rhénanes et les autorités tchèques, pour notamment garantir l'équivalence dans le temps des certificats concernés, développer des pratiques communes et mettre en place des systèmes fiables d'échange d'information,

Sont convenues de ce qui suit.

Article 1^{er}

Reconnaissance mutuelle

1. La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin du certificat tchèque de capitaine de classe I à compter du 1^{er} octobre 2009, sous réserve du respect des dispositions de l'article 8 (1), dès lors que les conditions complémentaires suivantes sont remplies :
 - Le titulaire doit présenter une attestation de connaissances de secteur conforme à l'annexe A3 du Règlement des patentes du Rhin pour naviguer sur le secteur compris entre Iffezheim et le Bac de Spijk.
 - Le titulaire âgé de 50 ans révolus doit présenter une attestation relative à son aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement des patentes du Rhin et qui doit être renouvelée selon les modalités prévues par ledit règlement.

Les autorités tchèques compétentes reconnaissent la validité de la Grande Patente sur l'ensemble des voies d'eau tchèques, sans condition complémentaire.

2. La CCNR a décidé par voie de résolution de reconnaître la validité sur le Rhin du certificat tchèque d'aptitude à la conduite au radar à compter du 1^{er} octobre 2009, sous réserve du respect des dispositions de l'article 8 (1).

Les autorités tchèques compétentes reconnaissent la validité de la Patente radar rhénane sur l'ensemble des voies d'eau tchèques.

Article 2

Autorités compétentes

1. Les autorités habilitées à délivrer la Grande Patente, l'attestation de connaissances de secteur mentionnée à l'article 1^{er} chiffre 1, et la Patente radar sont :

Etat / Staat	Autorité de délivrance/ Ausstellende Behörde
B	S P F Mobilité et Transports/ Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles/ B-1210 Brussel
CH	Ports rhénans suisses, Direction, Postfach, CH-4019 Bâle
D	Wasser- und Schifffahrtsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrtsdirektion Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (compétente uniquement pour délivrer la Patente radar)
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	Contactcommissie vakbekwaamheid (CCV), afdeling binnenvaart, PC Boutenslaan 1 Postbus 1810, NL-2280 DV Rijswijk

2. L'autorité tchèque habilitée à délivrer le certificat tchèque de capitaine de classe I et le certificat tchèque d'aptitude à la conduite au radar est :

Státní plavební správa,
Jankovcova 4
Praha 7
170 04
République tchèque
tel : +420 234 637 240
kuzminskij@spspraha.cz
bimka@spspraha.cz

3. Les parties s'informent sans délai de toute modification de la liste des autorités compétentes, conformément à l'article 6 du présent accord.
4. Les parties, constatant l'équivalence des conditions de renouvellement des patentes de batelier rhénane et tchèque lorsque le titulaire atteint l'âge de 50 ans, conviennent que l'attestation relative à l'aptitude physique et psychique conforme à l'annexe B3 du Règlement des patentes du Rhin peut être délivrée indifféremment par une autorité rhénane ou par l'autorité tchèque.

Article 3

Réunions communes

Une réunion commune est organisée en tant que de besoin avec les experts des Etats membres de la CCNR et de la République tchèque. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux experts des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, de même qu'aux experts des Etats et organisations internationales bénéficiant du statut d'observateur à la CCNR. Le Secrétariat de la CCNR fournira l'aide logistique nécessaire à l'organisation de ces réunions.

La réunion commune a notamment pour objectifs :

- de contribuer à ce que les évolutions et adaptations réglementaires, qui seront nécessaires à l'avenir, soient concordantes dans les différentes réglementations ;
- de discuter des difficultés d'application de l'arrangement rencontrées, des infractions constatées et des réponses souhaitables à y apporter ;
- de coordonner les mécanismes de contrôle entre les Etats ;
- de comparer les modalités d'examen des connaissances professionnelles appliquées dans les différents Etats ;
- de contribuer à l'uniformisation des attestations.

Article 4

Réunion commune des commissions d'examen

Une réunion commune des commissions d'examen rhénanes et tchèques sera organisée régulièrement, afin d'échanger les expériences et les éventuelles difficultés d'application rencontrées et de rapprocher les pratiques desdites commissions. Cette réunion pourra aussi être ouverte aux commissions d'examen des Etats dont les certificats de conduite et les certificats d'aptitude à la conduite au radar sont reconnus sur le Rhin, ainsi qu'aux commissions d'examen des Etats observateurs à la CCNR.

Article 5

Transmission des informations relatives aux décisions de retrait, de suspension et d'interdiction de naviguer

Les autorités compétentes rhénanes et tchèque s'informent mutuellement et sans délai de toute décision de retrait ou de suspension de certificat, ou de toute mesure d'interdiction de naviguer prononcée. Les informations seront dans un premier temps transmises par l'intermédiaire du Secrétariat de la CCNR. Elles pourront à terme être transmises par voie électronique.

Article 6

Devoir d'information et de concertation en cas d'amendement à la réglementation

Les parties s'informent mutuellement, dès que possible et indépendamment des réunions communes, des modifications et développements qui sont envisagés pour leur réglementation. Elles se concertent avant de procéder à leur adoption, afin d'éviter qu'une modification remette en cause l'équivalence des deux réglementations. En cas de modification, elles transmettent sans délai la réglementation amendée, en précisant sa date d'entrée en vigueur.

Article 7

Fin de la reconnaissance mutuelle

1. Si, suite à une modification réglementaire, l'une des parties estime que les conditions d'obtention des certificats de conduite ou des certificats d'aptitude à la conduite au radar ne sont plus équivalentes, les parties se rencontrent afin de trouver une solution négociée pour maintenir la reconnaissance mutuelle des certificats concernés.
2. Si, au terme de la négociation, l'une des parties reste convaincue que les réglementations ne sont plus équivalentes, la décision de reconnaissance mutuelle des certificats concernés pourra être abrogée. Cette décision prendra effet douze mois après sa notification à l'autre partie.

Article 8

Dispositions finales

1. Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} octobre 2009.
2. Chacune des parties contractantes peut dénoncer le présent arrangement par notification écrite adressée à l'autre partie contractante. La dénonciation prendra effet douze mois après réception de la notification par l'autre partie.
3. Le présent arrangement ne constitue pas un traité ou accord international engageant la responsabilité internationale de la République tchèque en tant qu'Etat ou de la CCNR comme organisation internationale.
4. Une version originale de l'arrangement, dont les textes français, allemand, néerlandais et tchèque font également foi, est déposée auprès du Secrétaire général de la CCNR et auprès du Ministère des transports de la République tchèque.

Fait à Strasbourg, le 4 juin 2009



Jean-Marie WOEHLING
Secrétaire général
Commission Centrale pour la
Navigation du Rhin



JUDr. Pavel Škvára, MBA
Ministre délégué
Ministère du transport de la
République tchèque

Vereinbarung für die Zusammenarbeit
zwischen
der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt
und
dem Verkehrsministerium der Tschechischen Republik
im Bereich der Schiffsführerzeugnisse und der Befähigungszeugnisse
für die Radarfahrt

Die Zentralkommission für die Rheinschifffahrt (nachfolgend „ZKR“ genannt) und das Verkehrsministerium der Tschechischen Republik treffen

in dem Bestreben, die Verpflichtungen der Gewerbetreibenden in der Binnenschifffahrt zu vereinfachen und die Freizügigkeit der Besatzungsmitglieder zu erleichtern,

nach Maßgabe des auf den gesamteuropäischen Konferenzen in Rotterdam (2001) und Bukarest (2006) bekundeten Willens zum „Vorbringen der gesamteuropäischen Kooperation für ein freies und starkes Transportwesen auf den Binnenwasserstraßen“,

in der Feststellung, dass die gegenseitige Anerkennung der Schiffsführerzeugnisse und der Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt an Mechanismen der Zusammenarbeit zwischen den Rheinschifffahrtsbehörden und den tschechischen Behörden zu koppeln ist, insbesondere um die Gleichwertigkeit der Zeugnisse zu gewährleisten, gemeinsame Praktiken zu entwickeln und zuverlässige Systeme für den Informationsaustausch einzurichten,

folgende Vereinbarung:

Artikel 1

Gegenseitige Anerkennung

1. Die ZKR hat beschlossen, durch Beschlussfassung das tschechische Kapitänszeugnis I. Klasse auf dem Rhein, vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 8 (1) ab dem 1. Oktober 2009 als gültig anzuerkennen, sofern zusätzlich folgende Voraussetzungen erfüllt sind:
 - Für die Fahrt auf dem Abschnitt zwischen Iffezheim und der Spyck'schen Fährle ist gemäß der für die Rheinschifffahrt geltenden Vorschriften vom Inhaber ein Streckenzeugnis nach Anlage A3 der Patentverordnung Rhein vorzulegen
 - Der Inhaber muss bei Vollendung des 50. Lebensjahres einen Bescheid zur Tauglichkeit nach Anlage B3 der Patentverordnung Rhein vorlegen, der gemäß der genannten Verordnung zu erneuern ist.

Die zuständigen tschechischen Behörden erkennen das Große Patent ohne zusätzliche Voraussetzung auf sämtlichen tschechischen Binnenwasserstraßen als gültig an.

- Die ZKR hat beschlossen, durch Beschlussfassung das tschechische Befähigungszeugnis für die Radarfahrt auf dem Rhein, vorbehaltlich der Einhaltung der Bestimmungen des Artikels 8 (1) als gültig ab dem 1. Oktober 2009 anzuerkennen.

Die zuständigen tschechischen Behörden erkennen das Rheinschiffahrts-Radarpatent auf sämtlichen tschechischen Binnenwasserstraßen als gültig an.

Artikel 2

Zuständige Behörden

- Folgende Behörden sind befugt, das Große Patent, das in Artikel 1 Ziffer 1 genannte Streckenzeugnis und das Radarpatent auszustellen:

Staat	Ausstellende Behörde
B	S P F Mobilité et Transports/ Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles/ B-1210 Brussel
CH	Schweizerische Rheinhäfen, Direktion, Postfach, CH-4019 Basel
D	Wasser- und Schifffahrsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrsdirektion Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (nur für die Erteilung des Radarpatents zuständig)
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	Contactcommissie vakbekwaamheid (CCV), afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1 Postbus 1810, NL-2280 DV Rijswijk

- Auf tschechischer Seite ist zur Ausstellung des tschechischen Kapitänazeugnisses I. Klasse und des tschechischen Befähigungszeugnisses für die Radarfahrt folgende Behörde befugt:

Státní plavební správa,
Jankovcova 4
Praha 7
170 04
République tchèque
tel : +420 234 637 240
kuzminskij@spspraha.cz
bimka@spspraha.cz

- Die Parteien informieren einander nach Artikel 6 der vorliegenden Vereinbarung unverzüglich von etwaigen Änderungen am Verzeichnis der zuständigen Behörden.
- Die Parteien stellen fest, dass die Voraussetzungen für die Erneuerung der Schifferpatente in der Tschechischen Republik und in der Rheinschiffahrt für Inhaber, die das 50. Lebensjahr vollendet haben, gleichwertig sind, und beschließen daher, dass der Bescheid zur Tauglichkeit nach Anlage B3 der Patentverordnung Rhein gleichermaßen von einer Rheinschiffahrtsbehörde oder von der tschechischen Behörde ausgestellt werden kann.

Artikel 3

Gemeinsame Sitzungen

Es sind, soweit erforderlich, gemeinsame Sitzungen der Experten der Mitgliedstaaten der ZKR und der Tschechischen Republik abzuhalten. An den gemeinsamen Sitzungen können auch Experten von Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse und Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt auf dem Rhein als gültig anerkannt werden, sowie Experten von Staaten und internationalen Organisationen, die bei der ZKR als Beobachter zugelassen sind, teilnehmen. Das Sekretariat der ZKR bietet die logistische Unterstützung, die für die Organisation der gemeinsamen Sitzungen erforderlich ist.

Mit den gemeinsamen Sitzungen werden insbesondere folgende Ziele verfolgt:

- Beitrag zur übereinstimmenden Gestaltung der jeweils für die Parteien geltenden Vorschriften im Zuge künftig erforderlicher Entwicklungen und Anpassungen der Bestimmungen;
- Erörterung von Schwierigkeiten bei der Umsetzung dieser Vereinbarung, von Verstößen und von wünschenswerten Abhilfemaßnahmen;
- Koordination der Überprüfungsmechanismen zwischen den Staaten;
- Vergleich der Modalitäten bei der Prüfung der beruflichen Kenntnisse in den verschiedenen Staaten;
- Beitrag zur Vereinheitlichung der Zeugnisse.

Artikel 4

Gemeinsame Sitzung der Prüfungskommissionen

Es sind regelmäßig gemeinsame Sitzungen der für die Rheinschifffahrt und für die Binnenschifffahrt in der Tschechischen Republik zuständigen Prüfungskommissionen abzuhalten, auf denen Erfahrungen ausgetauscht, etwaige Schwierigkeiten bei der Umsetzung erörtert und die Praktiken der Prüfungskommissionen einander angenähert werden sollen. Zu diesen Sitzungen können auch die Prüfungskommissionen der Staaten, deren Schiffsführerzeugnisse oder Befähigungszeugnisse für die Radarfahrt auf dem Rhein anerkannt werden, sowie die Prüfungskommissionen der Beobachterstaaten bei der ZKR Staaten zugelassen werden.

Artikel 5

Übermittlung von Informationen über Anordnungen betreffend den Entzug und die Aussetzung von Zeugnissen sowie die Erteilung von Fahrverboten

Die für die Rheinschifffahrt zuständigen und die tschechische Behörde informieren einander unverzüglich von Anordnungen betreffend den Entzug oder die Aussetzung von Zeugnissen sowie der Erteilung von Fahrverboten. Die Übermittlung der Informationen erfolgt zunächst über das ZKR-Sekretariat. Sie ist längerfristig auf elektronischem Wege denkbar.

Artikel 6

Informations- und Abstimmungspflicht im Falle von Änderungen der jeweils geltenden Vorschriften

Die Parteien informieren sich gegenseitig sobald als möglich und unabhängig von gemeinsamen Sitzungen über Änderungen und Entwicklungen, die in Bezug auf die bei ihnen geltenden Vorschriften geplant sind. Bevor Änderungen zur Beschlussfassung kommen, stimmen sich die Parteien untereinander ab, um zu vermeiden, dass durch eine Änderung die Gleichwertigkeit der jeweils für die Parteien geltenden Vorschriften in Frage gestellt wird. Sofern eine Änderung vorgenommen wird, sind die betreffenden Bestimmungen in der geänderten Fassung unter Angabe des Zeitpunkts ihres Inkrafttretens unverzüglich an die andere Partei zu übermitteln.

Artikel 7

Ende der gegenseitigen Anerkennung

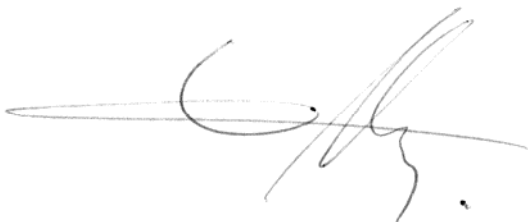
1. Sofern im Nachgang zu einer Änderung der Vorschriften eine der Parteien zu der Auffassung gelangt, dass in Bezug auf den Erwerb von Schiffsführerzeugnissen oder Befähigungszeugnissen für die Radarfahrt die Gleichwertigkeit der Voraussetzungen nicht mehr gegeben ist, treffen sich die Parteien, um über eine Lösung zu verhandeln, mit deren Hilfe sich die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse aufrecht erhalten lässt.
2. Wenn nach Abschluss der Verhandlungen eine der Parteien nach wie vor der Überzeugung ist, dass die Vorschriften nicht mehr gleichwertig sind, kann die gegenseitige Anerkennung der betreffenden Zeugnisse außer Kraft gesetzt werden. Der betreffende tritt zwölf Monate nach Zustellung an die andere Partei in Kraft.

Artikel 8

Schlussbestimmungen

1. Diese Vereinbarung tritt am 1. Oktober 2009 in Kraft.
2. Jede der Vertragsparteien kann diese Vereinbarung durch Zustellung an die andere Partei kündigen. Die Kündigung wird zwölf Monate nach Erhalt der Zustellung durch die andere Partei wirksam.
3. Diese Vereinbarung ist kein internationaler Vertrag oder internationales Abkommen und begründet daher für die Tschechische Republik als Staat und für die ZKR als internationale Organisation keine internationalen Verpflichtungen.
4. Eine Urschrift der Vereinbarung, deren französischer, deutscher, niederländischer und tschechischer Wortlaut gleichermaßen verbindlich sind, wird beim Generalsekretär der ZKR und beim tschechischen Verkehrsministerium hinterlegt.

Straßburg, den 4. Juni 2009



Jean-Marie WOEHRLING
Generalsekretär
Zentralkommission für die Rheinschifffahrt



JUDr. Pavel Škvára, MBA
Vizeminister
Ministerium für Verkehr der
Tschechischen Republik

Overeenstemming over de samenwerking tussen de Centrale Commissie voor de Rijnvaart

en

het Ministerie van Vervoer van de Tsjechische Republiek inzake de vaarbewijzen en de radarbevoegdheidsbewijzen

De Centrale Commissie voor de Rijnvaart (hierna te noemen "CCR") en het Ministerie van Vervoer van de Tsjechische Republiek,

strevend naar een vereenvoudiging van de verplichtingen van het bedrijfsleven en een vergemakkelijking van het vrije verkeer van de bemanningsleden,

in aansluiting op de bij de Pan-Europese Conferenties van Rotterdam (2001) en van Boekarest (2006) geuite wens de Pan-Europese samenwerking voor een vrijere en sterkere binnenvaart te bevorderen,

vaststellend dat de wederzijdse erkenning van vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen aan samenwerkingsmechanismen tussen de Rijnvaartautoriteiten en de Tsjechische autoriteiten gekoppeld moet worden, in het bijzonder om op termijn de gelijkwaardigheid van deze bewijzen te waarborgen, gemeenschappelijke praktijken te ontwikkelen en betrouwbare systemen voor de informatie-uitwisseling tot stand te brengen,

zijn het volgende overeengekomen:

Artikel 1

Wederzijdse erkenning

1. De CCR heeft een besluit aangenomen ter erkenning van de geldigheid van het Tsjechische vaarbewijs kapitein klasse I op de Rijn met ingang van 1 oktober 2009, onder voorbehoud van de naleving van artikel 8, eerste lid, en indien aan de volgende aanvullende voorwaarden is voldaan:
 - de houder dient een bewijs voor riviergedeelten, conform bijlage A3 van het Patentreglement Rijn, over te leggen voor de vaart op het riviergedeelte tussen Iffezheim en het Spijksche Veer.
 - de houder moet vanaf het bereiken van de leeftijd van 50 jaar een bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 van het Patentreglement Rijn overleggen dat volgens de door dat reglement voorgeschreven modaliteiten moet worden vernieuwd.

De bevoegde Tsjechische autoriteiten erkennen, zonder aanvullende voorwaarde, de geldigheid van het Grote Patent op alle Tsjechische waterwegen.

2. De CCR heeft besloten het Tsjechische radarbevoegdheidsbewijs op de Rijn vanaf 1 oktober 2009, onder voorbehoud van de naleving van artikel 8, eerste lid, als geldig te erkennen.

De bevoegde Tsjechische autoriteiten erkennen de geldigheid van het Rijnvaart-radarpatent op alle Tsjechische waterwegen.

Artikel 2

Bevoegde autoriteiten:

1. De volgende autoriteiten zijn bevoegd het Groot Patent, het in artikel 1, eerste lid, bedoelde bewijs voor riviergedeelten en het radarpatent af te geven:

Etat / Staat / Land	Autorité de délivrance/ Ausstellende Behörde /Autoriteit van afgifte
B	S P F Mobilité et Transports/ Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles/ B-1210 Brussel
CH	Ports rhénans suisses, Direction, Postfach, CH-4019 Bâle
D	Wasser- und Schifffahrsdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrsdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrsdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrsdirektion Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (uitsluitend bevoegd voor de afgifte van het radarpatent)
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	Contactcommissie vakbekwaamheid (CCV), afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1 Postbus 1810, NL-2280 DV Rijswijk

2. De voor de afgifte van het Tsjechische vaarbewijs kapitein klasse I en van het Tsjechische radarbevoegdheidsbewijs bevoegde Tsjechische instantie is:

Státní plavební správa,
Jankovcova 4
Praha 7
170 04
République tchèque
tel : +420 234 637 240
kuzminskij@spspraha.cz
bimka@spspraha.cz

3. De partijen informeren elkaar krachtens artikel 6 van deze overeenstemming onverwijld over elke wijziging van de lijst van de bevoegde autoriteiten.
4. De partijen, vaststellend dat de voorwaarden voor de verlenging van vaarbewijzen in de Rijnvaart en van vaarbewijzen in de Tsjechische Republiek gelijkwaardig zijn, komen overeen dat het bewijs van lichamelijke en geestelijke geschiktheid conform bijlage B3 van het Patentreglement Rijn, voor houders die de leeftijd van 50 jaar hebben bereikt, zowel door een Rijnvaartautoriteit als door de Tsjechische autoriteit kan worden afgegeven.

Artikel 3

Gemeenschappelijke bijeenkomsten

Er worden, indien noodzakelijk, gemeenschappelijke bijeenkomsten met de deskundigen van de CCR-lidstaten en van de Tsjechische Republiek georganiseerd. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook deskundigen van de landen wier vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals deskundigen van de landen en internationale organisaties die de status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen. Het CCR-secretariaat biedt de logistieke ondersteuning die voor de organisatie van de gemeenschappelijke bijeenkomsten nodig is.

Met de gezamenlijke bijeenkomsten wordt in het bijzonder het volgende beoogd:

- ertoe bijdragen dat de toekomstige ontwikkelingen en noodzakelijke reglementaire aanpassingen in de verschillende regelgevingen uniform plaatsvinden;
- overleg plegen over problemen bij de toepassing van de overeenstemming, overtredingen en over mogelijke oplossingen;
- de controlemechanismen tussen de landen te coördineren;
- de examenmodaliteiten van de beroepskennis in de verschillende landen te vergelijken;
- bij te dragen aan de uniformering van de bewijzen.

Artikel 4

Gemeenschappelijke bijeenkomst van de examencommissies

Er worden regelmatig gemeenschappelijke bijeenkomsten van de voor de Rijnvaart en voor de binnenvaart in de Tsjechische Republiek bevoegde examencommissies georganiseerd teneinde ervaringen uit te wisselen, eventuele toepassingsmoeilijkheden te bespreken en de praktijken van de examencommissies nader af te stemmen. Aan deze bijeenkomsten kunnen ook examencommissies wier vaarbewijzen en radarbevoegdheidsbewijzen op de Rijn als geldig zijn erkend, evenals examencommissies uit landen die de status van waarnemer bij de CCR hebben, deelnemen.

Artikel 5

Verstrekking van informatie over intrekking en opschorting van vaarbewijzen en een opgelegd vaarverbod

De bevoegde Rijnvaartautoriteiten en Tsjechische autoriteiten informeren elkaar onverwijld over het intrekken of opschorten van bewijzen of een opgelegd vaarverbod. In eerste instantie zal deze informatie door het secretariaat van de CCR worden doorgegeven. Deze informatie zal met verloop van tijd elektronisch kunnen worden medegedeeld.

Artikel 6

Informatie- en afstemmingsplicht in geval van wijziging van de regelgeving

De partijen informeren elkaar zo snel mogelijk en onafhankelijk van de gemeenschappelijke bijeenkomsten, over wijzigingen en ontwikkelingen die hun regelgevingen betreffen. Alvorens over te gaan tot een besluit, vindt er een onderlinge afstemming tussen de partijen plaats om te vermijden dat een wijziging de gelijkwaardigheid van beide regelgevingen in het geding zou brengen. In voorkomend geval brengen de partijen onverwijld de gewijzigde regelgeving ter kennis, met vermelding van de datum van inwerkingtreding.

Artikel 7

Einde van de wederzijdse erkenning

1. Wanneer, ten gevolge van een wijziging van een voorschrift één van de partijen van mening is dat de voorwaarden voor het verkrijgen van vaarbewijzen of van radarbevoegdheidsbewijzen niet meer gelijkwaardig zijn, dan kunnen de partijen bijeenkomen teneinde in overleg een oplossing te zoeken zodat de wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen kan worden behouden.
2. Mocht na het overleg één van de partijen nog steeds van mening zijn dat de voorschriften niet meer gelijkwaardig zijn, kan het besluit ter wederzijdse erkenning van de betrokken bewijzen worden opgeheven. Dit besluit wordt twaalf maanden nadat de andere partij daarvan in kennis is gebracht, van kracht.

Artikel 8

Slotbepalingen

3. Deze overeenstemming treedt op 1 oktober 2009 in werking.
2. Elk van de overeenkomstsluitende partijen kan deze overeenstemming door een schriftelijke kennisgeving aan de andere overeenkomstsluitende partij opzeggen. De opzegging wordt twaalf maanden na ontvangst van de kennisgeving door de andere partij van kracht.
3. Deze overeenstemming is geen internationaal verdrag of internationale overeenkomst die voor de Tsjechische Republiek als staat of voor de CCR als internationale organisatie internationale aansprakelijkheid met zich meebrengt.
4. Een originele versie van de overeenstemming, waarvan de Duitse, Franse, Nederlandse en Tsjechische tekst gelijkelijk authentiek is, wordt bij de Secretaris-Generaal van de CCR en bij het Ministerie van Vervoer van de Tsjechische Republiek neergelegd.

Gedaan te Straatsburg op 4 juni 2009



Jean-Marie WOEHLING
Secretaris-Generaal
Centrale Commissie voor de Rijnvaart



JUDr. Pavel Škvára, MBA
Onderminister
Ministerie van Vervoer van de
Tsjechische Republiek

Dohoda o spolupráci mezi Ústřední komisí pro plavbu na Rýně

a

Ministerstvem dopravy České republiky

v oblasti průkazů způsobilosti vůdce plavidla a k vedení plavidla pomocí radaru

Ústřední komise pro plavbu na Rýně (dále ZKR) a Ministerstvo dopravy České republiky se sešly

ve snaze zjednodušit povinnosti podnikatelů ve vnitrozemské plavbě a usnadnit svobodu pohybu členů posádek,

podle vůle projevené na celoevropských konferencích v Rotterdamu (2001) a Bukurešti (2006) k „Pokročení v celoevropské spolupráci pro svobodnou a silnou dopravu na vnitrozemských vodních cestách“,

s konstatováním, že vzájemné uznávání průkazů způsobilosti vůdce plavidla a k vedení plavidla pomocí radaru je třeba spojit s mechanismy spolupráce mezi příslušnými orgány pro plavbu na Rýně a českými orgány, zejména aby se zajistila rovnocennost osvědčení, rozvíjela společná spolupráce a vytvořily spolehlivé systémy pro výměnu informací,

uzavírají následující dohodu:

Článek 1

Vzájemné uznávání

1. ZKR přijala usnesení, že od (1. října 2009) bude uznávat český průkaz kapitána I. třídy na Rýně s výhradou dodržení ustanovení článku 8 (1) jako platný, pokud budou splněny následující doplňující předpoklady:
 - Pro plavbu na úseku mezi Iffezheimem a Spyckským přívozem je od držitele podle pravidel platných pro plavbu na Rýně vyžadováno předložení úsekového osvědčení podle přílohy A3 Rýnského patentního řádu
 - Držitel musí po dosažení 50 let věku předložit potvrzení o způsobilosti podle přílohy B3 Rýnského patentního řádu, které se musí ve smyslu tohoto řádu obnovovat.

Příslušné české orgány uznávají Velký patent bez další podmínky jako platný na všech českých vnitrozemských vodních cestách.

2. ZKR přijala usnesení, že od (1. října 2009) bude uznávat český průkaz způsobilosti k vedení plavidla pomocí radaru na Rýně s výhradou dodržení ustanovení článku 8 (1) jako platný.

Příslušné české orgány uznávají Radarový patent pro plavbu na Rýně jako platný na všech českých vnitrozemských vodních cestách.

Článek 2

Příslušné orgány

1. Následující orgány jsou oprávněné vydávat Velký Patent, úsekové osvědčení uvedené v Čl. 1, bodě 1 a radarový patent:

Stát	Vydávající orgán
B	S P F Mobilité et Transports/ Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer Direction Générale Transport Terrestre/ Directoraat-Generaal Vervoer Te Land City Atrium rue du Progrès 56/ City Atrium Vooruitgangstraat 56 B-1210 Bruxelles/ B-1210 Brussel
CH	Schweizerische Rheinhäfen Direktion, Postfach, CH-4019 Basilej
D	Wasser- und Schifffahrtssdirektion West, Cheruskerring 11, D-48147 Münster Wasser- und Schifffahrtssdirektion Süd, Wörthstrasse 19, D-97082 Würzburg Wasser- und Schifffahrtssdirektion Südwest, Bruckner Straße 2, D-55127 Mainz Wasser- und Schifffahrtssdirektion Ost, Gerhard-Hauptmann-Straße 16, D-39108 Magdeburg (oprávněna pouze pro vydávání radarových patentů)
F	Service de la Navigation de Strasbourg, 14 rue du Maréchal Juin, F-67084 Strasbourg
NL	Contactcommissie vakbekwaamheid (CCV), afdeling binnenvaart PC Boutenslaan 1 Postbus 1810, NL-2280 DV Rijswijk

2. Na české straně jsou následující orgány oprávněné vydávat český průkaz způsobilosti kapitána I. třídy a český průkaz způsobilosti k vedení plavidla pomocí radaru:

Státní plavební správa,
Jankovcova 4
Praha 7
170 04
Česká republika
Tel.: +420 234 637 240
kuzminskij@spspraha.cz
bimka@spspraha.cz

3. Smluvní strany se podle čl. 6 této dohody budou neprodleně informovat o případných změnách v seznamu příslušných orgánů.
4. Smluvní strany zjistily, že předpoklady pro obnovení průkazu způsobilosti v České republice a v rýnské plavbě jsou rovnocenné pro držitele, který dosáhl věku 50 let, a proto se usnesly, že potvrzení o způsobilosti podle Přílohy B3 Nařízení o rýnských patentech může vydávat orgán pro plavbu na Rýně stejně jako český orgán.

Článek 3

Společná zasedání

Bude-li to nutné, budou se konat společná zasedání expertů členských států ZKR a České republiky. Těchto zasedání se mohou účastnit také experti států, jejichž osvědčení vůdců plavidla a osvědčení způsobilosti pro plavbu s radarem se uznávají na Rýně jako platná, a také experti států a mezinárodních organizací připuštěných jako pozorovatelé u ZKR. Sekretariát ZKR poskytne logistickou podporu potřebnou pro organizaci společných zasedání.

Společnými zasedáními se budou sledovat zejména následující cíle:

- spolupráce v oblasti vytváření a novelizací předpisů platných na úrovni smluvních stran;
- řešení záležitostí spojených s realizací této dohody, jejím porušováním a očekávanými opatřeními k nápravě;
- koordinace mechanismů kontroly mezi státy;
- srovnání způsobů zkoušek odborných znalostí v různých státech;
- příspěvek ke sjednocení osvědčení.

Článek 4

Společné zasedání zkušebních komisí

Budou se konat pravidelná společná zasedání příslušných zkušebních komisí pro plavbu na Rýně a vnitrozemskou plavbu v České republice, na nichž se budou vyměňovat zkušenosti, projednávat případné potíže v realizaci a vzájemně sbližovat praktiky zkušebních komisí. Na tato zasedání lze připustit také zkušební komise států, jejichž osvědčení vůdců plavidla nebo osvědčení způsobilosti pro plavbu s radarem budou uznány na Rýně, a také zkušební komise pozorovatelských států u ZKR.

Článek 5

Předávání informací o nařízeních týkajících se odejmutí a zadržení průkazů způsobilosti a také udělení zákazu plavby

Příslušné orgány pro plavbu na Rýně a české orgány se budou neprodleně vzájemně informovat o nařízeních týkajících se odejmutí nebo zadržení průkazů způsobilosti, stejně jako o udělení zákazů plavby. Předávání informací se uskutečňuje především přes sekretariát ZKR. V dlouhodobějším výhledu se předpokládá využití elektronických nástrojů.

Článek 6

Povinnost informování a odsouhlasení v případě změn již platných předpisů

Smluvní strany se budou co nejdříve a nezávisle na společných zasedáních vzájemně informovat o plánovaných změnách a vývoji v oblasti svých platných předpisů. Než se přijme konečné rozhodnutí o změnách, smluvní strany je vzájemně odsouhlasí, aby se zamezilo tomu, že se změnou zpochybní rovnocennost předpisů už platných pro smluvní strany. Přijme-li se nějaká změna, musí se příslušná ustanovení v upraveném znění neprodleně zaslat druhé smluvní straně s uvedením data vstupu v platnost upraveného znění.

Článek 7

Ukončení vzájemného uznávání

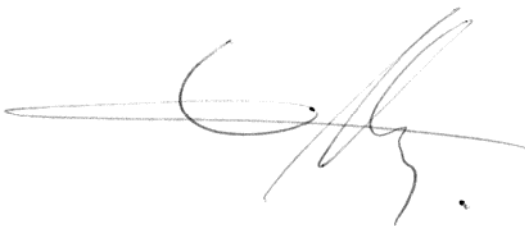
1. Pokud po změně předpisů jedna ze smluvních stran dospěje k názoru, že co se týče získání osvědčení vůdce plavidla nebo osvědčení způsobilosti pro plavbu s radarem, rovnocennost předpokladů už neexistuje, smluvní strany se sejdou, aby projednaly řešení, za pomoci kterého zůstane vzájemné uznávání příslušných osvědčení v platnosti.
2. Bude-li po ukončení jednání jedna ze smluvních stran nadále přesvědčena, že předpisy už nejsou rovnocenné, může ukončit platnost usnesení o vzájemném uznávání příslušných osvědčení. Toto vstoupí v platnost 12 měsíců po obdržení druhou smluvní stranou.

Článek 8

Závěrečná ustanovení

1. Tato dohoda vstoupí v platnost dne 1. října 2009.
2. Každá ze smluvních stran může tuto dohodu prostřednictvím doručení druhé straně vypovědět. Vypověď bude účinná dvanáct měsíců po jejím obdržení druhou stranou.
3. Tato dohoda není mezinárodní smlouvou nebo mezinárodní dohodou a neukládá České republice jako státu a ZKR jako mezinárodní organizaci žádné mezinárodní závazky.
4. Originální vyhotovení dohody, jejíž francouzské, německé, nizozemské a české znění je stejně závazné, bude uloženo u generálního tajemníka ZKR a na Ministerstvu dopravy České republiky.

Ve Štrasburku dne 4. června 2009



Jean – Marie WOEHLING
Generální tajemník
Ústřední komise pro plavbu na Rýně



JUDr. Pavel Škvára, MBA
Náměstek ministra dopravy
Ministerstvo dopravy České republiky